

21.03.2022

Les agriculteurs européens alertent l'Union européenne : Ce qu'il faut pour une souveraineté alimentaire stable dans l'UE !

(Bruxelles, le 21 mars 2022) Les événements des dernières semaines ont provoqué une onde de choc planétaire. Outre l'agressivité du Président russe contre un pays souverain et son peuple, la guerre en Ukraine nous fait prendre conscience des risques liés à la dépendance énergétique et alimentaire. De toutes parts, on parle d'un changement d'époque et de la nécessité de repenser et de modifier les anciens modèles et politiques.

Concernant l'agriculture de l'Union européenne, la possibilité d'un approvisionnement autonome et une plus faible dépendance des autres pays, soit une souveraineté alimentaire stable, sont mises en avant. Alors que nous sommes tous témoins de la flambée des prix de l'énergie, du fourrage et des aliments, la crainte d'une pénurie alimentaire, nourrie par les conflits et dépendances externes, s'installe. À présent, des voix s'élèvent demandant aux agriculteurs locaux de produire plus et de façon plus indépendante.

Cependant : Avec le système actuel, une souveraineté alimentaire stable n'est qu'un vœu pieux !

Ainsi, l'European Milk Board demande une refonte du système politique et économique afin de poser les jalons d'une production alimentaire européenne qui soit bien moins dépendante. « Le système actuel a formellement exploité l'agriculture et les producteurs. Les prix pratiqués depuis des années sont loin de couvrir les coûts de production, ont noyé dans la dette énormément d'éleveurs et ont poussé bon nombre d'entre eux à mettre la clé sous la porte. Il n'est pas possible de produire de façon à garantir une souveraineté alimentaire dans ces conditions », souligne la présidente de l'European Milk Board (EMB), Sieta van Keimpema.

Une étude parue récemment sur l'évolution des marges dans le secteur laitier documente l'effondrement qui a lieu depuis plusieurs décennies. Ainsi, la marge nette, qui ne comprend pas le revenu de l'agriculteur et des membres de sa famille qui travaillent sur l'exploitation, était de 12,36 centimes par kilogramme de lait en 1989. En 2019, celle-ci ne s'élevait plus qu'à 4,17 centimes. Si l'on ajoute un revenu faible de l'agriculteur à ce calcul, cette marge économique nette (*Net Economic Margin*) révèle la catastrophe économique pour les fermes : à 3,79 centimes en 1989, cette marge a chuté à -4,96 centimes par kilogramme de lait en 2019. De plus, ces chiffres n'incluent même pas les augmentations de coûts extrêmes actuelles. Au Danemark, par exemple (en février 2022), le prix de l'électricité a triplé depuis l'automne et les prix du diesel et de l'engrais ont doublé. Cette évolution préoccupante creuse encore davantage l'écart entre les prix et les coûts.

Ces données sont sans équivoque et attestent une fois de plus que la politique de l'UE, de nombreuses banques et entreprises multinationales ont pris les mauvaises décisions ces 20 dernières années et ont ainsi créé une agriculture sur laquelle la jeune génération *doit* faire une croix.

Une souveraineté alimentaire stable n'est possible qu'avec un changement de système agricole :

- Les prix payés aux producteurs doivent couvrir les coûts
- Des revenus stables et équitables pour les producteurs doivent être compris dans la couverture des coûts
- Il faut mettre fin aux crises dans le secteur agricole en mettant en place des programmes tels que le [Programme de responsabilisation face au marché \(PRM\)](#)

Une souveraineté alimentaire stable passe par des fermes stables

Comme le souligne Kjartan Poulsen, vice-président de l'EMB, un cadre permettant une couverture des coûts doit être mis en place afin que les agriculteurs de l'Union européenne disposent de la base nécessaire leur permettant de travailler et de produire correctement. On ne peut pas se contenter de promesses en l'air telles que celles faites lors de la pandémie de COVID-19. « Tout au long de la pandémie, les agriculteurs et agricultrices de l'UE ont continué d'approvisionner l'Union en aliments avec fiabilité en dépit des difficultés », ajoute Poulsen. « Les mauvaises conditions économiques et sociales de l'agriculture n'ont cependant pas été abordées par la politique et l'industrie, et encore moins améliorées. »

Ce n'est que par un changement de système que nous parviendrons à établir une souveraineté alimentaire stable dans l'UE et produire en respectant les exigences en matière de durabilité. À cette fin, Sieta van Keimpema exige que les acteurs pertinents du marché et de la politique agissent avec détermination : « L'orientation de longue date vers les exportations à bas prix et la dépendance vis-à-vis des importations – alors que les agriculteurs locaux affrontent des crises successives – n'offrent pas de base saine pour surmonter la tâche qui nous attend désormais dans l'UE : L'agriculture doit retrouver son autonomie et les fermes dans l'Union européenne doivent être mieux positionnées. Nous devons faire le maximum afin de minimiser les risques externes pour nos citoyens et pour nous toutes et tous dans l'Union européenne.

Contacts :

Sieta van Keimpema – présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Kjartan Poulsen – vice-président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)484 53 35 12

[<<< back](#)